

## Burundi : Pascal Nyabenda au "Forum des Parlements" des pays de la CIRGL

PANA, 03 décembre 2017 Burundi : départ du président de l'Assemblée nationale pour une rencontre parlementaire à Bangui Bujumbura, Burundi - Le président de l'Assemblée nationale, Pascal Nyabenda (photo), a quitté Bujumbura dimanche, à destination de Bangui pour prendre part à la 8<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée plénière du « Forum des parlements » des pays membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (Fp/Cirgl, 12 Etats membres) du 5 au 7 décembre, dans la capitale centrafricaine, annonce le service de presse de la chambre basse du parlement burundais.

L'ordre du jour de la 8<sup>ème</sup> session est axé sur l'évolution de la situation politico-sécuritaire et humanitaire à la Région des Grands Lacs, lit-on dans un communiqué annonçant la visite. Les participants vont également se pencher sur les rapports de missions parlementaires, effectués dans les différents pays de la Région des Grands Lacs. Un débat à l'agenda de la 8<sup>ème</sup> session porte sur le « rôle des parlements dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes » dans les mêmes pays membres de la Cirgl. La rencontre parlementaire sera clôturée par l'élection d'un nouveau secrétaire général du Fp/Cirgl, un poste auquel le Burundi va présenter aussi une candidature, selon le même communiqué. C'est en 2000 que le Conseil de sécurité des Nations unies, à travers les résolutions 1291 et 1304, a appelé à la tenue d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la Région des Grands Lacs, rappelle-t-on. Les 12 pays de champ de la Cirgl sont l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la République du Sud Soudan, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie. Dans cette partie du continent africain, minée par des conflits actuels, les situations politico-sécuritaires et humanitaires diffèrent d'un pays à un autre, tout en se nourrissant mutuellement des mêmes problèmes de mauvaise gouvernance démocratique. Le plus marquant des conflits passés fut le génocide rwandais de 1994 ayant occasionné plus de 800.000 victimes et renforcé l'instabilité politique en République Démocratique du Congo, par des réfugiés rwandais interposés, selon les Nations unies. D'autres conflits sont toujours ouverts, notamment les guerres civiles en République Centrafricaine et dans le jeune Etat fraîchement indépendant du Soudan du Sud. Dans le cas du Burundi, l'issue d'une violente crise politique autour des élections controversées de 2015, reste incertaine. Les protagonistes de la crise burundaise sont réunis, depuis une semaine à Arusha, en Tanzanie, pour une quatrième et « dernière session » de pourparlers visant à résoudre la crise, sans pour autant de grandes avancées à l'heure actuelle. La Cour pénale internationale (Cpi) a annoncé, le 9 novembre dernier, sa décision de lancer des enquêtes sur les « crimes contre l'humanité » à l'ombre de la crise électorale.

Le Burundi vit aussi une situation humanitaire jugée préoccupante depuis que ses partenaires techniques et financiers traditionnels, principalement l'Union européenne (Ue) ont décidé de lui tourner le dos, pour cause de la même crise de démocratie et des droits humains. Les Nations unies estiment actuellement à plus de 400.000 réfugiés burundais de la même crise, recensés dans les pays voisins, principalement la Tanzanie, le Rwanda, l'Ouganda et la République démocratique du Congo (Rdc). En Rdc, le climat politique est rendu délétère par des manœuvres dilatoires, depuis plus d'une année, dans la préparation de nouvelles élections générales, sur fond de violences. Au Kenya, les esprits se sont apaisés après la récente élection présidentielle mouvementée de laquelle a été proclamé vainqueur, le sortant, Uhuru Kenyatta, puis investi le 28 novembre dernier. Le candidat malheureux de l'opposition, Raila Odinga, qui conteste cette élection, menace de se faire investir, à son tour, le 12 décembre prochain. D'autres processus électoraux en cours, comme en Angola, en Ouganda, au Rwanda, en Zambie et en Tanzanie, se sont déroulés sans entrave majeure.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});